

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Gouvernement flamand.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 20 décembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/10149]

18 DECEMBRE 2019. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux Bâtiments scolaires, aux Fonds budgétaires, à la Santé, à l'enseignement supérieur, à la Recherche, au Sport, aux Hôpitaux universitaires, au Personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Article 1^{er}. A l'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 13° est abrogé ;

2° il est inséré un 21° rédigé comme suit : « 21° en 2019, le transfert de la somme de 875.600,00 € provenant de l'AB 01.08.01 ».

Art. 2. L'article 7, § 4, du même décret est complété par ce qui suit :

« 5° d'un transfert des reliquats des projets de création de places repris dans de la dotation visée à l'article 7, § 2, 3° et à l'article 8bis, §§ 1 à 4 pour alimenter le Fonds de création de places visé à l'article 13bis ».

Art. 3. L'article 9, § 4, du même décret est complété par ce qui suit :

« 7° l'alimentation du Fonds de création de places visé à l'article 13bis ».

Art. 4. L'article 13bis, § 2, alinéa 1^{er} du même décret est complété par ce qui suit :

« 6° en 2019, le transfert de :

- 864.682,00 euros provenant de l'AB 01.08.01 de la DO 44 et de 1.687.395,28 euros provenant de la dotation annuelle visée à l'article 7, § 2, 3° et de l'article 8bis, § 1^{er}, § 2, § 3 et § 4 pour le réseau officiel subventionné ;

- 1.453.400 euros provenant de l'AB 01.08.01 de la DO 44 et de 1.162.036,05 euros provenant du reliquat de la dotation exceptionnelle visée à l'article 9, § 2, 5° et 6° du présent décret pour le réseau libre subventionné ;

7° en 2020, le transfert du solde de trésorerie de St'Art relatif aux activités liées à la gestion des pavillons modulaires, arrêté au 31 décembre 2019, réparti entre les écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française, les écoles de l'enseignement officiel subventionné et les écoles de l'enseignement libre subventionné dans un prorata identique à celui de la répartition de l'enveloppe visée au 1°, 2° et 3°. »

TITRE II. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

Art. 5. Les points 75 et 76 pour la création de deux fonds budgétaires pour des programmes d'action ou de formation des jeunes sont ajoutés au tableau de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau repris à l'annexe du présent décret.

Art. 6. Les points 60 et 61 visant respectivement les financements des vaccins et des dépistages du cancer, ainsi que le point 71, relatif au financement de programmes d'actions dans le cadre du Fonds Européen Asile, Migration et Intégration (AMIF), sont supprimés du tableau de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau repris à l'annexe du présent décret.

TITRE III. — Dispositions relatives à la Santé

Art. 7. A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2020 ».

Art. 8. A l'article 19 du même décret, les mots « jusqu'au 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2020 ».

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche

CHAPITRE I^{er}. — Modification du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Art. 9. A l'article 49, alinéa 2, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 ».

Art. 10. A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « 2020 à 2022 » sont remplacés par les mots « 2021 à 2023 » ;

2° A l'alinéa 3, les mots « 2020 à 2022 » sont remplacés par les mots « 2021 à 2023 » ;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

a. Le mot « 2023 » est remplacé par le mot « 2024 » ;

b. Le mot « 2022 » est remplacé par le mot « 2023 ».

Art. 11. A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. A l'alinéa 1^{er}, les mots « 2020 à 2022 » sont remplacés par les mots « 2021 à 2023 » ;

2. A l'alinéa 3, les mots « 2020 à 2022 » sont remplacés par les mots « 2021 à 2023 » ;

3. A l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a. Le mot « 2023 » est remplacé par le mot « 2024 » ;

b. Le mot « 2022 » est remplacé par le mot « 2023 ».

Art. 12. A l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « 2023 à 2025 » sont remplacés par les mots « 2024 à 2026 » ;

2° A l'alinéa 3, les mots « 2023 à 2025 » sont remplacés par les mots « 2024 à 2026 » ;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le mot « 2026 » est remplacé par le mot « 2027 » ;

b) Le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 ».

Art. 13. A l'article 60 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « 2024 à 2026 » sont remplacés par les mots « 2025 à 2027 » ;

2° A l'alinéa 3, les mots « 2024 à 2026 » sont remplacés par les mots « 2025 à 2027 » ;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

a. Le mot « 2027 » est remplacé par le mot « 2028 » ;

b. Le mot « 2026 » est remplacé par le mot « 2027 ».

Art. 14. A l'article 61 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « 2023 à 2025 » sont remplacés par les mots « 2024 à 2026 » ;

2° A l'alinéa 3, les mots « 2023 à 2025 » sont remplacés par les mots « 2024 à 2026 » ;

3° A l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le mot « 2026 » est remplacé par le mot « 2027 » ;

b) Le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 ».

Art. 15. L'article 64 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 64. - L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit : « A partir de l'année budgétaire 2024, un montant déterminé en application de l'article 58, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2027, le montant déterminé en application des articles 59, cinquième alinéa, et 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2028, un montant déterminé en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. »

Art. 16. L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 65. - L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année académique 2021-2022, les formations organisées dans le domaine 10bis, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. ».

Art. 17. L'article 66 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 66. - L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : « Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents :

1° pour les années académiques 2021-2022 à 2023-2024, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2018-2019 à 2020-2021. Les

étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2026 ;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2022-2023, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2024 ;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2025-2026 ;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2025-2026 ;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2026-2027, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2028.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

Art. 18. L'article 68 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 68. - A l'article 29 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit :

« § 3quinquies. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2 :

- à partir de l'année budgétaire 2024, un montant en application de l'article 58 du décret du 7 février 2019 précité ;

- à partir de l'année budgétaire 2024, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58 quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ;

- à partir de l'année budgétaire 2027, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, et de l'article 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité ;

- à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. » ;

2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit : « Par dérogation, les étudiants inscrits dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire :

- 2023 pour les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants ;

- 2024 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants ;

- 2027 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et pour les étudiants en formation menant à un grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 ;

- 2028 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 ;

b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés aux nombres d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

Art. 19. L'article 69 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 69. - L'article 29bis de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année académique 2020-2021, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10bis. ».

Art. 20. L'article 72 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 72. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2021-2022, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2021-2022 et 2022-2023.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2022-2023, les étudiants visés au § 1^{er} n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2023-2024 et 2024-2025 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2024-2025, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2020-2021 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2024-2025 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2021-2022 soit concerné par cette organisation. »

Art. 21. L'article 73 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 73. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisé selon les modalités définies par le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique terminent ce cursus durant l'année académique 2024-2025.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2024-2025, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2025-2026 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2025-2026, ils n'ont pas obtenu le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2023-2024 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2024-2025 soit concerné par cette organisation. »

Art. 22. L'article 74 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 74. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2024-2025, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, § 2, du décret Paysage terminent ce cursus durant les années académiques 2024-2025 et 2025-2026.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2025-2026, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2026-2027 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2026-2027, ils n'ont pas obtenu le grade académique visé, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini pour le master en Enseignement section 4 par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2023-2024 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2024-2025 soit concerné par cette organisation. »

Art. 23. A l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les mots « 2030-2031 » sont remplacés par les mots « 2031-2032 ».

Art. 24. A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

2° Les mots « 2020-2021 » sont remplacés par les mots « 2021-2022 ».

Art. 25. A l'article 79 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « 2025-2026 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;

2° Les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 ».

Art. 26. A l'article 82 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « 2025-2026 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;

2° Les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

Art. 27. A l'article 84 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

2° Les mots « 2020-2021 » sont remplacés par les mots « 2021-2022 ».

Art. 28. A l'article 88 du même décret, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 ».

Art. 29. A l'article 96 du même décret, le mot « 2024 » est remplacé par le mot « 2025 ».

Art. 30. A l'article 97 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) Les mots « 2020-2021 » sont remplacés par les mots « 2021-2022 » ;

b) Les mots « 2021-2022 » sont remplacés par les mots « 2022-2023 » ;

c) A l'alinéa 2, les mots « 2021-2022 » sont remplacés par les mots « 2022-2023 » ;

d) A l'alinéa 3, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

e) A l'alinéa 4, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

f) A l'alinéa 5, les mots « 2020-2021 » sont remplacés par les mots « 2021-2022 ».

Art. 31. A l'article 98 du même décret, les mots « 2024-2025 » sont remplacés par les mots « 2025-2026 ».

Art. 32. A l'article 99 du même décret, les mots « 2020-2021 » sont remplacés par les mots « 2021-2022 ».

Art. 33. A l'article 100 du même décret, les mots « 2018-2019 » sont remplacés par les mots « 2019-2020 ».

Art. 34. A l'article 101 du même décret, les mots « pour l'année académique 2020-2021 » sont remplacés par les mots « pour l'année académique 2021-2022 ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 35. Dans l'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, un deuxième alinéa est inséré comme suit : « Par dérogation à l'alinéa premier, l'obligation de coorganiser les cycles d'études de type court dans les domaines 10 et 23 visés à l'article 83, § 1^{er}, et uniquement pour ceux qui sont liés à la formation initiale des enseignants, prendra effet à la rentrée académique 2021 ».

Art. 36. A l'article 108, § 1^{er}, du même décret, les mots « Pour l'année académique 2019-2020 » sont remplacés par les mots « Pour les années académiques 2019-2020 et 2020-2021 ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 37. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° au dernier alinéa du § 1^{er}, devenant avant-dernier alinéa, les mots « un montant de 390.000 euros » sont remplacés par les mots « un montant de 486.000 euros » ;

2° au § 1^{er}, est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit : « A partir de l'année 2020, un montant de 285.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2021, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4 » ;

3° au paragraphe 2, dernier alinéa ancien, devenu avant-dernier alinéa, les mots « un montant de 910.000 euros » sont remplacés par les mots « un montant de 1.134.000 euros » ;

4° au paragraphe 2, il est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit : « A partir de l'année 2020, un montant de 665.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2021, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4 ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 38. A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au dernier alinéa ancien, devenu avant-dernier alinéa, les mots « un montant de 700.000 euros » sont remplacés par les mots « un montant de 910.000 euros » ;

2° il est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit : « Pour l'année budgétaire 2020, un montant de 620.000 euros est ajouté au montant obtenu en vertu des alinéas 1, 2 et 3. A partir de l'année 2021, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis ».

CHAPITRE V. — *Dispositions accordant une allocation de fin d'année aux membres du personnel de l'enseignement universitaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 39. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° "rémunération" : tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation ;

2° "rétribution" : la rémunération telle qu'elle est visée au 1° augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence ;

3° "rétribution brute" : la rétribution telle qu'elle est visée au 2°, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation ;

4° "prestations complètes" : les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale ;

5° "période de référence" : la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée.

Lorsqu'il s'agit d'agents définitifs, d'agents stagiaires ou temporaires de l'enseignement universitaire qui, au cours de l'année académique considérée, ont effectué des prestations en qualité d'agent temporaire, la période de référence est l'année académique considérée.

Art. 40. Dans la mesure prévue par les dispositions du présent chapitre, sont soumis à ces dispositions les membres du personnel académique, les agrégés, les répétiteurs, les membres du personnel scientifique, du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, les gens de métier et de service, et les chercheurs rémunérés par l'université hors boursiers, qui appartiennent ou ont appartenu, pendant tout ou partie de la période de référence, aux établissements universitaires visés par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 41. § 1^{er}. Bénéficie de la totalité du montant de l'allocation prévue à l'article 43, l'intéressé qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

§ 2. Lorsque l'intéressé n'a pas bénéficié de la totalité de sa rémunération visée au § 1^{er}, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes, le montant de l'allocation est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue ;

§ 3. Si durant la période de référence, l'intéressé, titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes :

1° a bénéficié d'un congé parental ;

2° n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire, ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

Art. 42. § 1^{er}. Lorsque les membres du personnel cumulent dans le secteur public deux ou plusieurs fonctions comportant des prestations complètes ou incomplètes, le montant des allocations de fin d'année qui leur est octroyé de ce chef, ne peut être supérieur au montant correspondant à l'allocation la plus élevée, qui est obtenu lorsque les allocations de toutes les fonctions sont calculées sur la base de prestations complètes.

§ 2. Si le montant visé au § 1^{er} est dépassé, la partie excédentaire est soustraite de l'allocation de fin d'année ou des allocations de fin d'année qui, calculées sur la base de prestations complètes, sont les moins élevées en commençant par la plus basse.

§ 3. Le membre du personnel qui cumule des allocations de fin d'année est tenu de communiquer par une déclaration sur l'honneur, aux services du personnel dont il dépend, les fonctions qu'il exerce en cumul.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des peines disciplinaires.

Art. 43. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1° pour la partie forfaitaire : le montant correspondant pour le mois d'octobre de l'année considérée au montant de :

- 612,53 euros, pour l'année 2018 ;

- 30 euros ajoutés au montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2018 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année 2019 et en octobre de 2018, pour l'année 2019 ;

- 123 euros ajoutés au montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2018 visé au 1^{er} tiret tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année 2020 et en octobre de 2018, pour l'année 2020 ;

- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2020 tel qu'indexée sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année concernée et en octobre de 2020, à partir de l'année 2021.

Les augmentations allouées ne peuvent aboutir à octroyer une partie forfaitaire d'allocation de fin d'année dépassant celle des agents du Ministère de la Communauté française.

2° Pour la partie variable : la partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Art. 44. L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf pour les bénéficiaires qui sont soumis exclusivement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé, pour lesquels la cotisation du secteur des soins de santé est due sur le montant de la partie fixe de l'allocation de fin d'année qui est supérieur au montant de 1990.

Art. 45. L'allocation de fin d'année est payée en une fois au cours du mois de décembre de l'année considérée.

Art. 46. La liquidation et le paiement de l'allocation de fin d'année incombent au service qui a ou aurait été chargé de liquider et de payer la rémunération au bénéficiaire, soit pour le dernier mois de la période de référence, soit pour la première partie de ce mois si celui-ci comprend plusieurs parties que différencie l'imputation budgétaire de la rémunération.

CHAPITRE VI. — *Disposition visant à allouer des moyens complémentaires pour la revalorisation de boursiers doctorants*

Art. 47. A partir de l'année 2019, un montant est alloué annuellement en faveur des Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) et Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH) visés par le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le fonds national de la recherche scientifique ainsi qu'aux universités via les Fonds spéciaux pour la recherche (FSR) et Actions de recherche concertées (ARC). Ce montant est à affecter par les FRIA et FRESH et les universités via les FSR et ARC à une revalorisation des bourses octroyées aux boursiers doctorants.

En 2019, le montant alloué en vertu de l'alinéa 1^{er} est de 662.000 euros. Il est affecté aux boursiers doctorants visés au même alinéa en activité de recherche durant le premier quadrimestre de l'année académique 2019-2020.

En 2020, le montant alloué en vertu de l'alinéa 1^{er} est de 2.000.000 euros. Il est affecté aux boursiers doctorants visés au même alinéa en activité de recherche durant l'année 2020.

A partir de l'année 2021, le montant alloué annuellement en vertu de l'alinéa 1^{er} est déterminé selon la formule suivante : 2.000.000 euros X indice des prix de janvier de l'année concernée / indice de prix de janvier 2020. Le montant ainsi obtenu est affecté aux boursiers doctorants visés au même alinéa en activité de recherche durant l'année concernée.

Le montant alloué en vertu des alinéas précédents est réparti entre les FRIA et FRESH et les universités via les FSR et ARC selon le calcul suivant :

(Nombre de boursiers doctorants exprimés en effectifs temps plein du fonds ou de l'université concerné en activité de recherche durant la période couverte par le montant alloué x (montant alloué : nombre de boursiers doctorants exprimés en effectifs temps plein de l'ensemble des fonds et des universités concernées en activité de recherche durant la période couverte par le montant alloué).

Le montant brut de revalorisation de la bourse attribué par les fonds cités et universités aux boursiers doctorants concernés est égal au montant alloué à chaque fond et université, tel que calculé en vertu de l'alinéa précédent, divisé par le nombre de boursiers doctorants exprimés en effectifs temps plein du fonds ou de l'université concerné en activité de recherche durant la période couverte par le montant alloué et après retenue préalable du montant requis pour la couverture des charges patronales y relatives.

La revalorisation de la bourse effectivement octroyée ne peut en aucun cas dépasser la valeur du montant brut de la bourse allouée aux boursiers doctorants - aspirants FRS-FNRS.

La revalorisation de la bourse effectivement octroyée ne peut être réduite durant l'année concernée par rapport à celle octroyée les années antérieures aux boursiers visés par cette disposition.

Le cas échéant, la part du montant visé à l'alinéa 1^{er} non utilisée après application des alinéas précédents peut-être affectée par les FRIA et FRESH et universités via FSR et ARC à l'octroi de bourses complémentaires.

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique*

Art. 48. Dans le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, un article 12bis est inséré comme suit :

« Article 12bis. – Sans préjudice de la subvention visée à l'article 11, un montant est accordé annuellement conformément à l'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel de l'Enseignement, à l'enseignement et à WBE. »

Art. 49. Dans le même décret, un article 16bis est inséré comme suit :

« Article 16bis. – Sans préjudice de la subvention visée à l'article 15, un montant est accordé annuellement conformément à l'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel de l'Enseignement, à l'enseignement et à WBE. »

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités*

Art. 50. Dans le décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, un article 13bis est inséré comme suit :

« Article 13bis. – Sans préjudice des subventions visées aux articles 1^{er} et 5, un montant est accordé annuellement conformément à l'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel enseignant, à l'enseignement et à WBE. »

TITRE V. — *Dispositions relatives au sport*

Art. 51. L'article 46, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé est complété par les mots suivants : « à l'exception des articles 30 à 37 ».

Art. 52. L'article 48 du même décret est complété par les mots suivants : « à l'exception des articles 34 à 36 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2021 ».

TITRE VI. — *Disposition relatives aux hôpitaux universitaires*

Art. 53. A l'article 16, § 2, du décret du 25 avril 2019 relatif aux organismes assureurs de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au 1°, les mots « de 10.000 euros » sont remplacés par les mots « de 625 à 1.250 euros » ;
- 2° au 2°, les mots « de 2.000 euros » sont remplacés par les mots « de 125 à 250 euros » ;
- 3° au 3°, les mots « de 10.000 euros » sont remplacés par les mots « de 625 à 1.250 euros » ;
- 4° au 4°, les mots « de 500 ou de 1.000 euros » sont remplacés par les mots « de 31,75 à 62,50 euros ou de 62,50 à 125 euros » ;
- 5° au 5°, les mots « de 2.000 euros » sont remplacés par les mots « de 125 à 250 euros » ;
- 6° au 6°, les mots « de 400 euros » sont remplacés par les mots « de 62,50 à 125 euros » ;
- 7° au 7°, les mots « de 1.000 euros » sont remplacés par les mots « de 62,50 à 125 euros » ;
- 8° au 8°, les mots « de 10.000 euros » sont remplacés par les mots « de 625 à 1.250 euros ».

TITRE VII. — *Disposition relatives au personnel de l'Enseignement*

Art. 54. A l'article 135 du décret du 11 avril 2014 portant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement, le § 2, 1° est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1° pour la partie forfaitaire : le montant correspondant pour le mois d'octobre de l'année considérée au montant de :

- 330,85 euros, pour l'année 2009 ;
- 339,29 euros, pour l'année 2010 ;
- 469,87 euros, pour l'année 2011 ;
- 561,56 euros, pour l'année 2012 ;
- 566,81 euros, pour l'année 2013 ;
- 567,37 euros, pour l'année 2014 ;
- 578,61 euros, pour l'année 2015 ;
- 587,61 euros, pour l'année 2016 ;
- 598,80 euros, pour l'année 2017 ;
- 612,53 euros, pour l'année 2018 ;
- 616,61 euros, augmenté d'un montant de 30 euros, soit un total de 646,61 euros pour l'année 2019 ;
- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2019 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre 2020 et en octobre 2019 augmenté d'un montant de 93 euros, pour l'année 2020.
- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2020 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre de l'année concernée et en octobre de 2020, à partir de l'année 2021. »

TITRE VIII. — *Dispositions relatives à l'Enseignement obligatoire*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition prolongeant le dispositif pilote des RCD*

Art. 55. Dans l'article 16sexies/1 du décret du 29 juillet 1992 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel qu'inséré par le décret du 11 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'année scolaire 2019-2020 » sont remplacés par les mots « les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 » et les mots « par année scolaire » sont insérés entre les mots « périodes professeur » et les mots « est octroyé » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le chiffre « 2019 » est abrogé ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « l'année scolaire 2019-2020 » sont remplacés par les mots « les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 » et les mots « 15 janvier 2019 » sont remplacés par les mots « 15 janvier » ;

4° dans le paragraphe 5, les mots « et le 15 mai 2021 » sont insérés entre les mots « 2020 » et les mots « au plus tard »

Art. 56. Dans l'article 4bis du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, tel qu'inséré par le décret du 11 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 6bis rédigé comme suit :

« § 6bis. Pour l'année scolaire 2020-2021, un maximum de 1.000 périodes du capital-périodes est octroyé à des établissements d'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisant une ou plusieurs des années d'études constituant le 2e cycle de la première étape du continuum pédagogique, tel que défini à l'article 13, § 3, 2° du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Ces périodes sont octroyées aux établissements qui s'inscrivent dans le dispositif, à raison de 12 périodes par tranche de 50 élèves régulièrement inscrits au 30 septembre 2019 pour le niveau maternel, et au 15 janvier 2020 pour le niveau primaire.

Pour l'année scolaire 2020-2021, un maximum de 500 périodes du capital-périodes est réservé aux établissements d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ayant bénéficié des moyens visés § 6.

Ces périodes sont destinées à l'expérimentation de pratiques durant des périodes de cours hebdomadaires permettant d'assurer une différenciation et un accompagnement personnalisé des élèves concernés en lien avec les savoirs de base.

La manière dont les périodes concernées sont utilisées est détaillée dans le plan de pilotage ou, pour les établissements n'ayant pas encore de plan de pilotage, fait l'objet d'un rapport d'évaluation annuel.

Elles sont attribuées au 1^{er} septembre 2020, selon des modalités arrêtées par le Gouvernement. Les établissements sélectionnés sont en interactions avec la cellule de support et soutenus par l'instance d'opérationnalisation et d'échange d'information.

Ils collaborent avec une équipe de 9 à 12 chercheurs issus des hautes écoles et des universités afin de développer et faciliter l'appropriation d'outils par les équipes pédagogiques. »

2° dans le paragraphe 7, les mots « l'année 2019-2020 » sont remplacés par les mots « l'année scolaire 2020-2021 »

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 57. A l'article 1.6.2-2 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 4 et 5, rédigé comme suit :

« Les membres visés à l'alinéa 2, 4° et 5°, sont remboursés de leurs frais de déplacement selon les modalités établies par le Gouvernement. ».

Art. 58. A l'article 1.6.4-2 du même décret, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 6°, sont remboursés de leurs frais de déplacement selon les modalités établies par le Gouvernement. ».

Art. 59. Dans le même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Article 18/1. – Les propositions relatives aux référentiels de compétences initiales et aux référentiels du Tronc commun transmises par les groupes de travail à la Commission des référentiels avant le 31 décembre 2019, en application des articles 60sexies et 60septies du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont réputées avoir été établies conformément aux articles 1.4.4-1 et 1.4.4-2 et constituent des projets de référentiels au sens de l'article 1.6.2-1, § 2, alinéa 3. ».

Art. 60. A l'article 19 du même décret, il est inséré entre les mots « à l'exception des » et « dispositions du Livre 1^{er} », les mots « articles 1.4.4-1 et 1.4.4-2 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et des ».

TITRE IX. — Dispositions relatives à WBE

Art. 61. Le paragraphe 4 de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée par l'arrêté royal du 18 avril 1967, tel qu'inséré par l'article 170 du décret du 3 mai 2019 portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, le gouvernement peut rendre obligatoire pour les organismes de la Communauté française, dont la gestion financière, budgétaire et comptable est régie par la présente loi, le dépôt de leurs avoirs financiers sur des comptes ouverts à leur nom dans l'entreprise de crédit assurant les fonctions de caissier des services du gouvernement de la Communauté française tels que visés par le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du gouvernement de la Communauté française.

Dans ce cas :

- Ils confient tous les comptes financiers y compris leurs placements en compte au caissier visé à l'alinéa premier, à l'exception des comptes techniques de transferts. Ces comptes techniques sont définis comme étant des comptes ouverts auprès d'une autre institution bancaire que le caissier dans le but de verser temporairement les flux découlant d'opérations financières spécifiques réalisées par eux. Ils disposent de leurs comptes financiers dans le respect de leur autonomie ;

- Ils confient au caissier l'exécution matérielle de leurs opérations de recettes et de dépenses.

- Le caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Communauté française et de tous les organismes auxquels le gouvernement rend le présent paragraphe obligatoire.

- Les comptes financiers intégrés à l'état global de la Communauté française ne portent pas d'intérêt créditeur et/ou débiteur au bénéfice ou à charge des organismes qui en sont titulaire.

Les opérations dont la maturité est supérieure à un mois doivent être communiquées au préalable à l'Agence de Dette.

L'obligation de dépôt et les principes de centralisation visées aux alinéas un et deux s'appliquent d'office à WBE, organisme visé à l'article 2 § 1^{er} du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française sans l'intervention du gouvernement visée à l'alinéa premier. »

Art. 62. A l'article 38 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« A partir de l'année 2020, le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est augmenté d'un montant de 7.848.000 euros » ;

2° à l'alinéa 3, ancien, devenu alinéa 4, les mots « visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3° » sont remplacés par les mots « visés aux alinéas 1^{er}, 1° et 3° et 2 » ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4, devenus 4 et 5 : « Une allocation exceptionnelle de 1.880.000 euros permettant de couvrir le plan de gestion du changement est octroyée à WBE en 2020, 2021 et 2022. En 2021 et 2022, ce montant est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. »

Art. 63. A l'article 81 du même décret, il est inséré entre les alinéas 1 et 2 un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Le montant visé au paragraphe 1^{er}, 1°, est sans préjudice de l'article 38, alinéa 2 ».

Art. 64. L'article 82, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, est complété par ce qui suit : « En outre, dans l'attente de la désignation de l'administrateur général, le Gouvernement peut désigner un administrateur général ad interim qui exerce toutes les compétences attribuées à l'administrateur général par ou en vertu du présent décret spécial ».

TITRE X. — Dispositions finales

Art. 65. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020, à l'exception des articles 37 à 46, 53 et 54 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019, de l'article 47 à 50 qui entrent en vigueur le 15 septembre 2019 et de l'article 64 qui entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019.

Annexe

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
[supprimé par D.]		
60. Fonds relatif au financement du programme de vaccination (A)		
[supprimé par D.]		
61. Fonds relatifs au financement des programmes de dépistage des cancers		
[inséré par D. 20-12-2017 – M.B. 25-01-2018] [supprimé par D.]		
71. Fonds budgétaire pour le financement de programmes d'actions dans le cadre du Fonds Européen Asile, Migration et Intégration (AMIF)		
75. Fonds relatif au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (rémunération)	Recettes issue des cofinancements européens en la matière dont une partie à charge de la Communauté française et une partie à charge de la Commission Européenne.	Rémunérations de personnel relatif au projet « Mindchangers » du programme Development education and awareness raising (DEAR).
76. Fonds relatif au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (dépenses hors rémunération)	Recettes issue des cofinancements européens en la matière dont une partie à charge de la Communauté française et une partie à charge de la Commission Européenne.	Frais relatifs au projet « Mindchangers » du programme Development education and awareness raising (DEAR). Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions et interventions ponctuelles exceptionnelles dans le domaine communautaire.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 18 décembre 2019.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 28-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, n° 28-2. – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n° 28-3. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 28-4. – Amendements en commission, n° 28-5. – Rapport de commission, n° 28-6. – Texte adopté en commission, n° 28-7. – Amendements en séance, n° 28-8 - Texte adopté en séance plénière, n° 28-9.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 18 décembre 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/10149]

18 DECEMBER 2019. — Programmadecreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijs-personeel, Onderwijs en WBE

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — *Bepalingen met betrekking tot de schoolgebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. In artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 13° wordt opgeheven;

2° er wordt een punt 21° ingevoegd, dat luidt als volgt: « 21° in 2019, de overdracht van het bedrag van 875.600,00 € vanuit de BA 01.08.01 ».

Art. 2. Artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met wat volgt:

« 5° een overdracht van de resterende middelen van de projecten van oprichting van plaatsen overgenomen in de dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 3° en in artikel 8bis, §§ 1 tot 4 ter financiering van het Fonds voor de oprichting van plaatsen bedoeld in artikel 13bis ».

Art. 3. Artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met wat volgt:

« 7° financiering van het Fonds voor de oprichting van plaatsen bedoeld in artikel 13bis ».

Art. 4. Artikel 13bis, § 2, eerste lid van hetzelfde decreet wordt aangevuld met wat volgt:

« 6° in 2019, de overdracht van:

- 864.682,00 euro vanuit de BA 01.08.01 van de OA 44 en van 1.687.395,28 euro vanuit de jaarlijkse dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 3° en in artikel 8bis, § 1, § 2, § 3 en § 4 voor het gesubsidieerd officieel onderwijs;

- 1.453.400 euro vanuit de BA 01.08.01 van de OA 44 en 1.162.036,05 euro vanuit de resterende middelen van de uitzonderlijke dotatie bedoeld in artikel 9, § 2, 5° en 6° van dit decreet voor het gesubsidieerd vrij onderwijs;

7° in 2020, de overdracht van het thesauriesaldo van St'Art betreffende de activiteiten met betrekking tot het beheer van modulaire paviljoenen, vastgelegd op 31 december 2019, verdeeld tussen de scholen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de scholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs en de scholen van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens een pro rata verdeling gelijk aan die van de verdeling van de enveloppe bedoeld in 1°, 2° en 3°.

TITEL II. — *Bepalingen met betrekking tot de begrotingsfondsen die in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voorkomen*

Art. 5. De punten 75 en 76 voor de oprichting van twee begrotingsfondsen voor actie- of opleidingsprogramma's voor jongeren worden toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de als bijlage bij dit decreet opgenomen tabel.

Art. 6. De punten 60 et 61 betreffende respectievelijk de financieringen van vaccins en kankeropsporingen, en het punt 71, betreffende de financiering van actieprogramma's in het kader van het Europees Fonds Asiel, Migratie en Integratie (AMIF), worden geschrapt uit de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de als bijlage bij dit decreet opgenomen tabel.

TITEL III. — Bepalingen met betrekking tot de gezondheid

Art. 7. In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de woorden « 31 december 2019 » vervangen door de woorden « 31 december 2020 ».

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de woorden « tot 31 december 2019 » vervangen door de woorden « tot 31 december 2020 ».

TITEL IV. — Bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en het onderzoek

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten

Art. 9. In artikel 49, tweede lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, wordt het woord « 2025 » vervangen door het woord « 2026 ».

Art. 10. In artikel 57 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid, worden de woorden « 2020 - 2022 » vervangen door de woorden « 2021 tot 2023 » ;
- 2° In het derde lid, worden de woorden « 2020 tot 2022 » vervangen door de woorden « 2021 tot 2023 » ;
- 3° In het vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a. Het woord « 2023 » wordt vervangen door het woord « 2024 » ;
 - b. Het woord « 2022 » wordt vervangen door het woord « 2023 ».

Art. 11. In artikel 58 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In het eerste lid, worden de woorden « 2020 tot 2022 » vervangen door de woorden « 2021 tot 2023 » ;
2. In het derde lid, worden de woorden « 2020 tot 2022 » vervangen door de woorden « 2021 tot 2023 » ;
3. In het vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a. Het woord « 2023 » wordt vervangen door het woord « 2024 » ;
 - b. Het woord « 2022 » wordt vervangen door het woord « 2023 ».

Art. 12. In artikel 59 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid, worden de woorden « 2023 tot 2025 » vervangen door de woorden « 2024 tot 2026 » ;
- 2° In het derde lid, worden de woorden « 2023 tot 2025 » vervangen door de woorden « 2024 tot 2026 » ;
- 3° In het vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) Het woord « 2026 » wordt vervangen door het woord « 2027 » ;
 - b) Het woord « 2025 » wordt vervangen door het woord « 2026 ».

Art. 13. In artikel 60 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid, worden de woorden « 2024 tot 2026 » vervangen door de woorden « 2025 tot 2027 » ;
- 2° In het derde lid, worden de woorden « 2024 tot 2026 » vervangen door de woorden « 2025 tot 2027 » ;
- 3° In het vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a. Het woord « 2027 » wordt vervangen door het woord « 2028 » ;
 - b. Het woord « 2026 » wordt vervangen door het woord « 2027 ».

Art. 14. In artikel 61 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid, worden de woorden « 2023 tot 2025 » vervangen door de woorden « 2024 tot 2026 » ;
- 2° In het derde lid, worden de woorden « 2023 tot 2025 » vervangen door de woorden « 2024 tot 2026 » ;
- 3° In het vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) Het woord « 2026 » wordt vervangen door het woord « 2027 » ;
 - b) Het woord « 2025 » wordt vervangen door het woord « 2026 ».

Art. 15. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 64. - Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt als volgt aangevuld: « Vanaf begrotingsjaar 2024 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 58, vierde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2027 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van het vijfde lid van artikel 59 en het vierde lid van artikel 61 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2028 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden. »

Art. 16. Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 65. - Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« Vanaf het academiejaar 2021-2022 zijn de opleidingen georganiseerd in gebied 10bis, bepaald in artikel 83 van het Landschapsdecreet, ingedeeld in groep G. » »

Art. 17. Het artikel 66 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 66. - Artikel 17, lid 2, van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld: « In verband met het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden echter de volgende afwijkingen toegepast op de berekeningsmethoden bedoeld in de vorige leden:

1° voor de academiejaren 2021-2022 tot 2023-2024, voor de hogescholen die in co-diploma de eerste cyclus van afdelingen 1 tot 3 van de initiële opleiding van leerkrachten organiseren, wordt het aantal studenten die zijn ingeschreven in de eerste cyclus van afdelingen 1 tot 3 in gebied 10*bis* en in de cursus van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 vervangen, voor elke betrokken hogeschool, door het gemiddelde aantal studenten die ingeschreven zijn voor de bachelor van geaggregeerde lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 tijdens de academiejaren 2018-2019 tot 2020-2021. De studenten van de eerste cyclus in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10*bis* worden dus alleen in aanmerking genomen vanaf inschrijvingen tijdens het academiejaar 2024-2025, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2026;

2° het aantal masterstudenten gespecialiseerd in de leerkrachtenopleiding georganiseerd in co-diplomering, wordt slechts in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2022-2023, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2024;

3° het aantal studenten in de tweede cyclus van afdelingen 1 tot 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen voor het academiejaar 2025-2026 ;

4° het aantal studenten die zijn ingeschreven voor de opleiding die leidt tot de academische graad master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 wordt pas in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2025-2026 ;

5° het aantal masterstudenten dat is gespecialiseerd in het onderwijs van de afdelingen 1 tot en met 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen van het academiejaar 2026-2027, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2028.

De berekening van de driejaarlijkse gemiddelden voor de studenten bedoeld in het vorige lid, 2° tot 5°, omvat, voor de twee jaar voorafgaand aan het eerste jaar van hun opname in de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten, het aantal studenten ingeschreven voor het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus. ».

Art. 18. Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 68. - In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 3*quinq*ues ingevoegd, die als volgt is geschreven:

« § 3*quinq*ues. Volgend op het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende bedragen toegevoegd aan het variabele deel bedoeld in § 2:

- vanaf begrotingsjaar 2024, een bedrag met toepassing van artikel 58 van het eerder genoemde decreet van 7 februari 2019;

- vanaf begrotingsjaar 2024, de bedragen met toepassing van het vijfde lid van artikel 57 en het vierde lid van artikel 58 van het bovengenoemde decreet van 7 februari 2019;

- vanaf begrotingsjaar 2027, een bedrag met toepassing van het vijfde lid van artikel 59 en het vierde lid van artikel 61 van het bovengenoemde decreet van 7 februari 2019;

- vanaf begrotingsjaar 2028, een bedrag met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van bovengenoemd decreet van 7 februari 2019. » ;

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt aangevuld met de volgende tekst: « In afwijking van het voorgaande worden studenten die zijn ingeschreven in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10*bis* pas in het begrotingsjaar in aanmerking genomen:

- 2023 voor specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding;

- 2024 voor de studenten van de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding en specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding;

- 2027 voor de studenten van de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding en voor studenten in een opleiding die leidt tot een academische graad van geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4 ;

- 2028 voor specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding voor de afdelingen 1 tot en met 3;

b) de paragraaf 5 wordt aangevuld met een vierde lid, dat luidt als volgt:

« Voor de berekening van de in het derde lid bedoelde vierjaargemiddelden, worden de aantallen studenten in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10a die in aanmerking worden genomen voor de jaren voorafgaand aan het jaar van integratie in de berekening, zoals bepaald in afwijking van het eerste lid, vastgesteld op de aantallen studenten die zijn ingeschreven in het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus. »

Art. 19. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 69. - Artikel 29*bis* van dezelfde wet wordt aangevuld door een lid dat luidt als volgt: "Vanaf het academiejaar 2020-2021 wordt een wegingscoëfficiënt van 1,45 toegepast op de financieel in aanmerking komende studenten die zijn ingeschreven in gebied 10*bis*. ».

Art. 20. Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 72. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2021-2022 ingeschreven staan in het curriculum van de bachelor voorschoolse onderwijzer, bachelor onderwijzer lager onderwijs, bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs of bacheloropleiding muziek, voleindigen dit curriculum tijdens de academiejaren 2021 -2022 en 2022-2023.

§ 2. Indien op het einde van het academiejaar 2022-2023 de in § 1 bedoelde studenten niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met dit curriculum, beschikken zij over de academiejaren 2023-2024 en 2024-2025 om de ontbrekende onderwijsseenheden te verwerven.

Als ze op het einde van het academiejaar 2024-2025 niet de academische graad hebben behaald die overeenkomt met de gevolgd opleiding, zetten ze hun studies voort in het curriculum zoals bepaald in dit decreet. De overheden van de instelling definiëren de onderwijsseenheden die in aanmerking komen als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle afronding van studies, zullen instellingen die ten minste één van de opleidingen organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2020-2021, de organisatie van elk van de georganiseerde opleidingen voortzetten tot het einde van het academiejaar 2024 -2025 op voorwaarde dat ten minste één student die vóór het academiejaar 2021-2022 in zijn instelling is ingeschreven, door deze organisatie wordt getroffen. »

Art. 21. Artikel 73 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 73. - § 1^{er}. Studenten die vóór het academiejaar 2024-2025 ingeschreven zijn in het curriculum van geaggregeerde hoger secundair onderwijs georganiseerd volgens de voorwaarden bepaald door het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs of bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, voleindigen deze cursus tijdens het academiejaar 2024-2025.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2024-2025 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2025 -2026 om de ontbrekende opleidingsseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2025-2026 niet de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs hebben behaald, zetten ze hun studies voort in het curriculum zoals bepaald door dit decreet. Academische overheden bepalen de onderwijseenheden die in aanmerking komen als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van studies, wordt in de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel tijdens het academiejaar 2023-2024, de organisatie van deze opleiding voortgezet tot het einde van het academiejaar 2025-2026, op voorwaarde dat: minstens één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2024-2025 door deze organisatie getroffen is. »

Art. 22. Artikel 74 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 74. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2024-2025 zijn ingeschreven in een cursus van de tweede cyclus met didactische focus, georganiseerd volgens de methoden bepaald in artikel 70, § 2, van het Landschapsdecreet, voltooien deze cursus tijdens de academiejaren 2024- 2025 en 2025-2026.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2025-2026 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2026 -2027 om de ontbrekende onderwijseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2026-2027 de beoogde academische graad niet hebben behaald, zetten ze hun studie voort in het curriculum zoals bepaald voor de master in onderwijs afdeling 4 bij dit decreet. Academische overheden bepalen de onderwijseenheden die in aanmerking komen als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van de studies zetten de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2023-2024 de organisatie van deze opleiding voort tot het einde van het academiejaar 2026-2027, op voorwaarde dat ten minste één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2024-2025 door deze organisatie getroffen is. »

Art. 23. In artikel 77, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2030-2031 » vervangen door de woorden « 2031-2032 ».

Art. 24. In artikel 78 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° De woorden « 2023-2024 » worden vervangen door de woorden « 2024-2025 » ;
- 2° De woorden « 2020-2021 » worden vervangen door de woorden « 2021-2022 ».

Art. 25. In artikel 79 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° De woorden « 2025-2026 » worden vervangen door de woorden « 2026-2027 » ;
- 2° De woorden « 2023-2024 » worden vervangen door de woorden « 2024-2025 ».

Art. 26. In artikel 82 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° De woorden « 2025-2026 » worden vervangen door de woorden « 2026-2027 » ;
- 2° De woorden « 2022-2023 » worden vervangen door de woorden « 2023-2024 ».

Art. 27. In artikel 84 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° De woorden « 2023-2024 » worden vervangen door de woorden « 2024-2025 » ;
- 2° De woorden « 2020-2021 » worden vervangen door de woorden « 2021-2022 ».

Art. 28. In artikel 88 van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2023-2024 » vervangen door de woorden « 2024-2025 ».

Art. 29. In artikel 96 van hetzelfde decreet, wordt het woord « 2024 » vervangen door het woord « 2025 ».

Art. 30. In artikel 97 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) De woorden « 2020-2021 » worden vervangen door de woorden « 2021-2022 » ;
- b) De woorden « 2021-2022 » worden vervangen door de woorden « 2022-2023 » ;
- c) In het tweede lid, worden de woorden « 2021-2022 » vervangen door de woorden « 2022-2023 » ;
- d) In het derde lid, worden de woorden « 2023-2024 » vervangen door de woorden « 2024-2025 » ;
- e) In het vierde lid, worden de woorden « 2023-2024 » vervangen door de woorden « 2024-2025 » ;
- f) In het vijfde lid, worden de woorden « 2020-2021 » vervangen door de woorden « 2021-2022 ».

Art. 31. In artikel 98 van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2024-2025 » vervangen door de woorden « 2025-2026 ».

Art. 32. In artikel 99 van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2020-2021 » vervangen door de woorden « 2021-2022 ».

Art. 33. In artikel 100 van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2018-2019 » vervangen door de woorden « 2019-2020 ».

Art. 34. In artikel 100 van hetzelfde decreet, worden de woorden « voor het academiejaar 2020-2021 » vervangen door de woorden « voor het academiejaar 2021-2022 ».

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het decreet van 7 november 2013
tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies**

Art. 35. In artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt: « In afwijking van het eerste lid, heeft de verplichting om de studiecyclussen van het korte type in de studiegebieden 10 en 23 bedoeld in artikel 83, § 1, gezamenlijk in te richten, en dit enkel voor de cyclussen die verbonden zijn met de initiële opleiding van de leerkrachten, uitwerking met ingang van het begin van het academiejaar 2021 ».

Art. 36. In artikel 108, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « Voor het academiejaar 2019-2020 » vervangen door de woorden « Voor de academiejaren 2019-2020 en 2020-2021 ».

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

Art. 37. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het laatste lid van § 1, dat het voorlaatste lid wordt, worden de woorden « een bedrag van 390.000 euro » vervangen door de woorden « een bedrag van 486.000 euro » ;

2° in § 1, wordt een nieuw lid toegevoegd, dat luidt als volgt: « Vanaf het jaar 2020, wordt een bedrag van 285.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen met toepassing van de voorgaande leden. Vanaf het jaar 2021, wordt dat bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen bedoeld in paragraaf 4 » ;

3° in paragraaf 2, vroeger laatste lid, dat het voorlaatste lid is geworden, worden de woorden « een bedrag van 910.000 euro » vervangen door de woorden « een bedrag van 1.134.000 euro » ;

4° in paragraaf 2, wordt een nieuw lid toegevoegd, dat luidt als volgt: « Vanaf het jaar 2020, wordt een bedrag van 665.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen met toepassing van de voorgaande leden. Vanaf het jaar 2021, wordt dat bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen bedoeld in paragraaf 4 ».

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het decreet van 9 september 1996 betreffende de
financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen**

Art. 38. In artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vroegere laatste lid, dat het voorlaatste lid is geworden, worden de woorden « een bedrag van 700.000 euro » » vervangen door de woorden « een bedrag van 910.000 euro » ;

2° er wordt een nieuw lid toegevoegd, dat luidt als volgt: « Voor het begrotingsjaar 2020, wordt een bedrag van 620.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen overeenkomstig het eerste, tweede en derde lid. Vanaf het jaar 2021, wordt dat bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 bis ».

**HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot toekenning van een eindejaarstoelage aan de personeelsleden
van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde universitair onderwijs**

Art. 39. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° "beloning", elke wedde, elk loon of elke vergoeding in de plaats van wedde of loon, waarbij geen rekening gehouden wordt met de verhogingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

2° "bezoldiging", de beloning zoals deze bedoeld is in 1°, eventueel vermeerderd met de haardtoelage of met de standplaatstoelage;

3° "brutobezoldiging", de beloning zoals deze bedoeld is in 2°, rekening gehouden met vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

4° "volledige prestaties": de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

5° "referentieperiode": de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar.

Als het gaat om vastbenoemde, stagedoende of tijdelijke personeelsleden die, in de loop van het in aanmerking genomen jaar, prestaties als tijdelijk personeelslid hebben verricht, is de referentieperiode het in aanmerking genomen schooljaar of academiejaar.

Art. 40. In de mate vastgesteld door de bepalingen van dit hoofdstuk worden aan die bepalingen onderworpen, de leden van het academisch personeel, de geaggregeerden, de repetitors, de leden van het wetenschappelijk personeel, van het administratief personeel, van het gespecialiseerd personeel, van het meesters-, vak- en dienstpenseel, en de onderzoekers die door de universiteit worden bezoldigd, met uitzondering van de beursonderzoekers, die tijdens de gehele referentieperiode of een gedeelte ervan behoren of hebben behoord tot de universitaire instellingen bedoeld bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 41. § 1. Het personeelslid bekomt het volledige genot van het bedrag van de in artikel 43 bepaalde toelage, indien het als titularis van een ambt met volledige prestaties het volledige voordeel van zijn beloning heeft genoten tijdens de hele duur van de referentieperiode.

§ 2. Wanneer het personeelslid niet het volledige voordeel van de in § 1 bedoelde beloning heeft genoten, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de beloning die het werkelijk heeft ontvangen;

§ 3. Wanneer het personeelslid, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, tijdens de referentieperiode:

1° met ouderschapsverlof was;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd door de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen,

worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij het volledige voordeel van zijn beloning heeft genoten.

Art. 42. § 1. Wanneer de personeelsleden twee of meer ambten in de openbare sector cumuleren die volledige of onvolledige prestaties behelzen, mag het bedrag van de eindejaarstoelagen dat hun in hoofde daarvan wordt toegekend niet hoger liggen dan het bedrag dat overeenstemt met de hoogste toelage die verkregen wordt wanneer de toelagen van alle ambten berekend worden op basis van volledige prestaties.

§ 2. Wanneer het in § 1 bedoelde bedrag wordt overschreden, wordt het gedeelte dat een teveel aanwijst, afgetrokken van de eindejaarstoelage(n) die, berekend op basis van volledige prestaties, de minst hoge is (zijn), te beginnen met de laagste.

§ 3. Het personeelslid dat eindejaarstoelagen cumuleert is ertoe gehouden, aan de personeelsdiensten waarvan het afhangt een verklaring op erewoord over te leggen met de vermelding van de ambten die het cumuleert.

Iedere inbreuk op het voorgaande lid kan aanleiding geven tot tuchtstraffen.

Art. 43. § 1. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

§ 2. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend:

1° voor het forfaitair gedeelte: het bedrag dat voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar overeenstemt met:

- 612,53 euro, voor het jaar 2018 ;

- 30 euro opgeteld bij het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2018 zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex in oktober van het jaar 2019 en in oktober 2018, voor het jaar 2019;

- 123 euro opgeteld bij het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2018 bedoeld in het eerste streepje zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex van oktober van het jaar 2020 en van oktober 2018, voor het jaar 2020;

- het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2020 zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex van oktober van het in aanmerking genomen jaar en van oktober 2020, vanaf het jaar 2021.

De toegekende verhogingen mogen niet leiden tot de toekenning van een forfaitair gedeelte van de eindejaarsuitkering dat hoger is dan dat van het personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

2° Voor het veranderlijk gedeelte: het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 p.c. van de jaarlijkse brutobezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging aan de gerechtigde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

§ 3. Wanneer het personeelslid het voordeel van zijn bezoldiging niet heeft genoten voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, komt voor de berekening van het veranderlijk deel van de toelage die jaarlijkse brutobezoldiging in aanmerking welke voor de berekening van zijn bezoldiging voor deze maand tot grondslag zou hebben gediend, indien deze laatste bezoldiging verschuldigd was geweest.

Art. 44. De eindejaarstoelage wordt onderworpen aan de inhoudingen bepaald met toepassing van de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, behalve voor de begunstigen die uitsluitend vallen onder het stelsel van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector gezondheidszorg, waarvoor de bijdrage van de sector gezondheidszorg verschuldigd is op het bedrag van het vast gedeelte van de eindejaarstoelage dat hoger is dan het bedrag van 1990.

Art. 45. De eindejaarstoelage wordt in één keer uitbetaald gedurende de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Art. 46. De vereffening en de uitbetaling van de eindejaarstoelage komen ten laste van het ministerie of de dienst dat/die belast zou zijn met de vereffening en de uitbetaling van de bezoldiging aan de begunstigde, ofwel voor de laatste maand van de referentieperiode, ofwel voor het eerste deel van die maand indien deze uit verschillende delen bestaat die door de begrotingsaanrekening van de bezoldiging worden onderscheiden.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot toekenning van aanvullende middelen ter opwaardering van doctoraatsbursalen*

Art. 47. Vanaf het jaar 2019 wordt jaarlijks een bedrag toegekend aan het « Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) » en het « Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH) » bedoeld bij het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het « Fonds national de la Recherche scientifique » en aan de universiteiten via de speciale onderzoeksfondsen (FSR) en de geconcerteerde onderzoeksacties (ARC). FRIA en FRESH en de universiteiten via de FSR en ARC moeten dit bedrag toewijzen aan een opwaardering van de beurzen toegekend aan de doctoraatsbursalen.

In 2019, bedraagt het bedrag toegekend overeenkomstig het eerste lid 662.000 euro. Dat bedrag wordt toegekend aan de doctoraatsbursalen bedoeld in hetzelfde lid die in de eerste vier maanden van het academiejaar 2019-2020 onderzoeksactiviteiten verrichten.

In 2020 bedraagt het bedrag toegekend overeenkomstig het eerste lid 2.000.000 euro. Dat bedrag wordt toegekend aan de doctoraatsbursalen bedoeld in hetzelfde lid, die tijdens het jaar 2020 onderzoeksactiviteiten verrichten.

Vanaf 2021, wordt het overeenkomstig het eerste lid jaarlijks toegekende bedrag volgens de volgende formule vastgelegd: 2.000.000 euro X het indexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar/ het indexcijfer van de maand januari 2020. Het aldus verkregen bedrag wordt toegekend aan de doctoraatsbursalen bedoeld in hetzelfde lid, die tijdens het betrokken jaar onderzoeksactiviteiten verrichten.

Het bedrag dat overeenkomstig de voorgaande leden wordt toegekend, wordt verdeeld tussen FRIA en FRESH en de universiteiten via de FSR en ARC volgens de volgende berekening:

(Aantal doctoraatsbursalen uitgedrukt als voltijds personeel van het betrokken fonds of de betrokken universiteit die onderzoeksactiviteiten verrichten tijdens de periode gedekt door het toegekende bedrag x (het toegekende bedrag: het aantal doctoraatsbursalen uitgedrukt als voltijds personeel van alle betrokken fondsen en universiteiten die onderzoeksactiviteiten verrichten tijdens de periode gedekt door het toegekende bedrag).

Het brutobedrag van de opwaardering van de beurs dat door de voornoemde fondsen en universiteiten aan de betrokken doctoraatsbursalen wordt toegekend is gelijk aan het bedrag dat aan elk fonds en elke universiteit wordt toegekend, zoals berekend overeenkomstig het vorige lid, gedeeld door het aantal doctoraatsbursalen uitgedrukt als voltijds personeel van het betrokken fonds of de betrokken universiteit die onderzoeksactiviteiten verrichten tijdens de periode gedekt door het toegekende bedrag en na voorafgaande aftrek van het bedrag dat nodig is om de daarmee gepaard gaande werkgeversbijdragen te dekken.

De effectief toegekende opwaardering van de beurs mag in geen geval hoger zijn dan de waarde van het brutobedrag van de beurs toegekend aan de doctoraatsbursalen - aspiranten FRS-FNRS.

De effectief toegekende opwaardering van de beurs mag in de loop van het betrokken jaar niet worden verminderd ten opzichte van de opwaardering die in de jaren daarvoor werd toegekend aan de onder deze bepaling vallende bursalen.

In voorkomend geval kan het deel van het in het eerste lid bedoelde bedrag dat na toepassing van de voorgaande leden niet wordt opgebruikt, door FRIA en FRESH en de universiteiten via FSR en ARC worden toegewezen aan de toekenning van aanvullende beurzen.

HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique

Art. 48. In het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique, wordt een artikel 12bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Artikel 12bis. – Onverminderd de subsidie bedoeld in artikel 11, wordt jaarlijks een bedrag toegekend overeenkomstig artikel 47 van het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijspersoneel, Onderwijs en WBE. »

Art. 49. In hetzelfde decreet wordt een artikel 16bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Artikel 16bis. – Onverminderd de subsidie bedoeld in artikel 15, wordt jaarlijks een bedrag toegekend overeenkomstig artikel 47 van het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijspersoneel, Onderwijs en WBE. »

HOOFDSTUK VIII. — Wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten

Art. 50. In het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten, wordt een artikel 13bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Artikel 13bis. – Onverminderd de subsidie bedoeld in de artikelen 1 en 5, wordt jaarlijks een bedrag toegekend overeenkomstig artikel 47 van het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijspersoneel, Onderwijs en WBE. »

TITEL V. — Bepalingen met betrekking tot de sport

Art. 51. Artikel 46, eerste lid, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging wordt aangevuld met de volgende woorden: « met uitzondering van artikelen 30 tot 37 ».

Art. 52. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende woorden: « met uitzondering van artikelen 34 tot 36 die op 1 januari 2021 in werking treden ».

TITEL VI. — Bepaling met betrekking tot de universitaire ziekenhuizen

Art. 53. In artikel 16, § 2, van het decreet van 25 april 2019 betreffende de verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in 1°, worden de woorden « van 10.000 euro » vervangen door de woorden « van 625 tot 1.250 euro » ;
- 2° in 2°, worden de woorden « van 2.000 euro » vervangen door de woorden « van 125 tot 250 euro » ;
- 3° in 3°, worden de woorden « van 10.000 euro » vervangen door de woorden « van 625 tot 1.250 euro » ;
- 4° in 4°, worden de woorden « van 500 of 1.000 euro » vervangen door de woorden « van 31,75 tot 62,50 euro of van 62,50 tot 125 euro » ;
- 5° in 5°, worden de woorden « van 2.000 euro » vervangen door de woorden « van 125 tot 250 euro » ;
- 6° in 6°, worden de woorden « van 400 euro » vervangen door de woorden « van 62,50 tot 125 euro » ;
- 7° in 7°, worden de woorden « van 1.000 euro » vervangen door de woorden « van 62,50 tot 125 euro » ;
- 8° in 8°, worden de woorden « van 10.000 euro » vervangen door de woorden « van 625 tot 1.250 euro » .

TITEL VII. — Bepaling met betrekking tot het onderwijspersoneel

Art. 54. In artikel 135 van het decreet van 11 april 2014 houdende verschillende bepalingen betreffende het statuut van de personeelsleden van het onderwijs, wordt paragraaf 2, 1° vervangen door wat volgt:

« § 2. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend:

1° voor het forfaitair gedeelte: het bedrag dat voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar overeenstemt met:

- 330,85 euro, voor het jaar 2009 ;
- 339,29 euro, voor het jaar 2010 ;
- 469,87 euro, voor het jaar 2011 ;

- 561,56 euro, voor het jaar 2012 ;
- 566,81 euro, voor het jaar 2013 ;
- 567,37 euro, voor het jaar 2014 ;
- 578,61 euro, voor het jaar 2015 ;
- 587,61 euro, voor het jaar 2016 ;
- 598,80 euro, voor het jaar 2017 ;
- 612,53 euro, voor het jaar 2018 ;
- 616,61 euro, verhoogd met een bedrag van 30 euro, dus in totaal 646,61 euro voor het jaar 2019 ;
- het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2019 zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex van oktober 2020 en die van oktober 2019 verhoogd met een bedrag van 93 euro, voor het jaar 2020.
- het bedrag van het forfaitair gedeelte van de eindejaarstoelage voor 2020 zoals geïndexeerd op grond van de verhouding tussen de gezondheidsindex van oktober van het in aanmerking genomen jaar en die van oktober 2020, vanaf het jaar 2021. »

TITEL VIII. — *Bepalingen met betrekking tot het leerplichtonderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot verlenging van de RCD-pilootregeling*

Art. 55. In artikel 16*sexies*/1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals ingevoegd bij het decreet van 11 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « het schooljaar 2019-2020 » vervangen door de woorden « de schooljaren 2019-2020 en 2020-2021 » en worden de woorden « per schooljaar » ingevoegd tussen de woorden « lestijden leraar » en de woorden « wordt toegekend » ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het getal « 2019 » opgeheven ;

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « het schooljaar 2019-2020 » vervangen door de woorden « de schooljaren 2019-2020 en 2020-2021 » en worden de woorden « 15 januari 2019 » vervangen door de woorden « 15 januari » ;

4° in paragraaf 5, worden de woorden « en op 15 mei 2021 » ingevoegd tussen de woorden « 2020 » en de woorden « ten laatste »

Art. 56. In artikel 4*bis* van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, zoals ingevoegd bij het decreet van 11 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 6*bis* ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 6*bis*. Voor het schooljaar 2020-2021, worden ten hoogste 1.000 lestijden van het lestijdenpakket toegekend aan de inrichtingen voor kleuter-, lager of basisonderwijs die een of meer van de studiejaar die de tweede cyclus van de eerste stap van het pedagogische continuüm vormen, organiseren, zoals bepaald in artikel 13, § 3, 2° van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Deze lestijden worden toegekend aan de inrichtingen die het stelsel toepassen, naar rata van 12 lestijden voor elke schijf van 50 leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 30 september 2019 voor het kleuterniveau, en 15 januari 2020 voor het niveau van het lager onderwijs.

Voor het schooljaar 2020-2021, worden ten hoogste 500 lestijden van het lestijdenpakket toegekend aan de inrichtingen voor kleuter-, lager of basisonderwijs die van de middelen bedoeld in § 6 hebben genoten.

Deze lestijden zijn bedoeld voor het experimenteren van praktijken tijdens wekelijkse lestijden om differentiatie en persoonlijke begeleiding ten gunste van de betrokken leerlingen te beoefenen in verband met de basisvaardigheden.

De manier waarop de bedoelde lestijden gebruikt worden, wordt beschreven in het sturingsplan of, voor de inrichtingen die nog geen sturingsplan hebben, wordt een jaarlijks evaluatieverslag opgesteld.

Ze worden op 1 september 2020 toegewezen, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. De geselecteerde inrichtingen werken samen met de ondersteuningscel en worden bijgestaan door de instantie voor operationalisering en informatie-uitwisseling.

Ze werken samen met een team van 9 tot 12 onderzoekers uit hogescholen en universiteiten om de toe-eigening van hulpmiddelen door de opvoedingsteams te ontwikkelen en te vergemakkelijken. »

2° in paragraaf 7, worden de woorden « het jaar 2019-2020 » vervangen door de woorden « het schooljaar 2020-2021 »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern*

Art. 57. In artikel 1.6.2-2 van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, wordt een nieuw lid tussen de leden 4 en 5 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« De leden bedoeld in het tweede lid, 4° en 5°, krijgen hun verplaatsingskosten terugbetaald volgens de nadere regels opgesteld door de Regering. ».

Art. 58. In artikel 1.6.4-2 van hetzelfde decreet, wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

« De leden bedoeld in het eerste lid, 4° et 6°, krijgen hun verplaatsingskosten terugbetaald volgens de nadere regels opgesteld door de Regering. ».

Art. 59. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 18/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Artikel 18/1. – De voorstellen met betrekking tot de referentiesystemen van initiële competenties en tot de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern meegedeeld door de werkgroepen aan de Commissie voor referentiesystemen vóór 31 december 2019, met toepassing van de artikelen 60*sexies* en 60*septies* van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren

organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden geacht te zijn opgesteld overeenkomstig de artikelen 1.4.4-1 en 1.4.4-2 en vormen voorstellen voor referentiesystemen in de zin van artikel 1.6.2-1, § 2, derde lid. ».

Art. 60. In artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de woorden « artikelen 1.4.4-1 en 1.4.4-2 die op 1 januari 2020 in werking treden en de » ingevoegd tussen « met uitzondering van de » en « bepalingen van Boek 1 ».

TITEL IX. — *Bepalingen met betrekking tot WBE*

Art. 61. Paragraaf 4 van artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1967, zoals ingevoegd bij het artikel 170 van het decreet van 3 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en schoolgebouwen, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« § 4. Onverminderd andere toepasselijke wets- of verordeningbepalingen kan de Regering de instellingen van de Franse Gemeenschap, waarvan het financiële, budgettaire en boekhoudkundige beheer door deze wet wordt geregeld ertoe verplichten hun financiële activa te deponeren op rekeningen die op hun naam zijn geopend bij de kredietinstelling die het ambt van kassier van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap vervult, zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

In dit geval :

- vertrouwen zij alle financiële rekeningen met inbegrip van hun beleggingsrekeningen, aan de kassier van de Franse Gemeenschap toe, met uitzondering van de technische overschrijvingsrekeningen. Die technische rekeningen worden gedefinieerd als rekeningen die open zijn bij een andere bankinstelling dan de kassier, met het oog op het tijdelijk storten van de geldstroom voortvloeiend uit specifieke financiële verrichtingen gemaakt door hen. Ze beschikken over hun financiële rekeningen, waarbij zijn autonomie wordt gewaarborgd;

- vertrouwen ze de kassier de materiële uitvoering van hun ontvangsten- en uitgavenverrichtingen toe.

- De kassier bepaalt de globale staat, dit is de netto thesauriestaat die wordt bepaald op grond van het geheel van de saldi van alle rekeningen van de Franse Gemeenschap en van alle organen waarop de regering deze paragraaf verplicht van toepassing maakt.

- De financiële rekeningen opgenomen in de globale staat van de Franse Gemeenschap brengen geen credit- en/of debetrente op ten gunste of ten laste van de organen die deze rekeningen in hun bezit hebben.

Verrichtingen met een looptijd van meer dan een maand moeten vooraf aan het Agentschap van de Schuld worden gemeld.

De verplichting tot deponering en de principes van centralisering bedoeld in het eerste en tweede lid worden ambtshalve van toepassing op WBE, de instelling bedoeld in artikel 2 § 1 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zonder de tussenkomst van de regering bedoeld in het eerste lid. »

Art. 62. In artikel 38 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Vanaf het jaar 2020, wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid, 1°, verhoogd met een bedrag van 7.848.000 euro » ;

2° in het vroegere derde lid, dat het vierde lid is geworden, worden de woorden « in lid 1, 1° en 3° genoemde » vervangen door de woorden « in lid 1, 1° en 3° en lid 2 » ;

3° tussen het derde en het vierde lid, die vierde en vijfde lid zijn geworden, wordt een lid ingevoegd, dat luidt als volgt: « Een uitzonderlijke toelage van 1.880.000 euro met het oog op de dekking van het veranderingsbeheerplan wordt aan WBE in 2020, 2021 en 2022 toegekend. In 2021 en 2022, wordt dit bedrag gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen. »

Art. 63. In artikel 81 van hetzelfde decreet, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, dat luidt als volgt: « Het bedrag bedoeld in de eerste paragraaf, 1°, is onverminderd artikel 38, tweede lid ».

Art. 64. Artikel 82, van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met wat volgt : « Bovendien kan de regering, in afwachting van de aanstelling van de algemeen bestuurder, een algemeen bestuurder ad interim aanstellen, die alle bevoegdheden uitoefent die door of overeenkomstig dit bijzonder decreet aan de algemeen bestuurder worden toegekend ».

TITEL X. — *Slotbepalingen*

Art. 65. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020, met uitzondering van de artikelen 37 tot 46, 53 en 54 die op 1 januari 2019 in werking treden, van de artikelen 47 tot 50 die op 15 september 2019 in werking treden en van artikel 64 dat op 1 november 2019 in werking treedt.

Annexe

Dénomination du fonds budgétaire

Nature des recettes affectées

Objet des dépenses autorisées

[supprimé par D.]

60. Fonds relatif au financement du programme de vaccination (A)

[supprimé par D.]

61. Fonds relatifs au financement des programmes de dépistage des cancers

[inséré par D. 20-12-2017 –
M.B. 25-01-2018]
[supprimé par D.]

71. Fonds budgétaire pour le financement de programmes d'actions dans le cadre du Fonds Européen Asile, Migration et Intégration (AMIF)

75. Fonds relatif au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (rémunération)

Recettes issue des cofinancements européens en la matière dont une partie à charge de la Communauté française et une partie à charge de la Commission Européenne.

Rémunérations de personnel relatif au projet « Mindchangers » du programme Development education and awareness raising (DEAR).

76. Fonds relatif au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (dépenses hors rémunération)

Recettes issue des cofinancements européens en la matière dont une partie à charge de la Communauté française et une partie à charge de la Commission Européenne.

Frais relatifs au projet « Mindchangers » du programme Development education and awareness raising (DEAR).

Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions et interventions ponctuelles exceptionnelles dans le domaine communautaire.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, op 18 december 2019.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 28-1. – Advies voorgelegd in naam van de commissie voor Hoger Onderwijs, Onderwijs van Sociale Promotie, Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en de Promotie van Brussel, nr. 28-2. Advies voorgelegd in naam van de commissie van onderwijs, nr. 28-3. - Advies voorgelegd in naam van de commissie voor Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, nr. 28-4. - Commissieamendementen, nr. 28-5. – Commissieverslag nr. 28-6. – Tekst aangenomen door de commissie, nr. 28-7. – Vergaderingsamendementen, nr. 28-8 – Tekst aangenomen door de plenaire vergadering, nr.28-9

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming.- Vergadering van 18 december 2019.